

LE POLITOLOGUE MOHAMED CHAFIK MESBAH, AU SOIR D'ALGÉRIE,

«Ce n'est pas le gouvernement qu'il faut remanier,

Pour mémoire, Mohamed Chafik Mesbah, docteur d'Etat en sciences politiques de l'Université d'Alger puis diplômé du Royal College of Defence Studies de Londres, est officier supérieur de l'ANP à la retraite.

Entretien réalisé
par Salim Barki

Le Soir d'Algérie : Vous êtes connu pour avoir développé des positions réservées sur la gestion de M. Ahmed Ouyahia lorsqu'il exerçait, pour la première fois, les fonctions de chef du gouvernement. Votre point de vue, depuis, a-t-il évolué ?

Mohamed Chafik Mesbah : Si c'est une question à caractère personnel, je m'abstiens de répondre. Cet exercice offre si peu d'intérêt pour l'opinion publique nationale. Je préfère m'en tenir à l'analyse politique sans vous laisser m'entraîner vers ce terrain où les attitudes se fondent sur l'émotion...

Tenons-en-nous, alors, à l'analyse politique. Vous avez été surpris par le retour de M. Ahmed Ouyahia à la tête du gouvernement ?

Je vous livre une réponse mitigée. D'une part, sans trop céder aux illusions, j'entrevois une mince possibilité où le président de la République, pour faire face à la situation délétère où se débat le pays, aurait tenté d'expérimenter une solution politique. Pas un bouleversement du système, juste une oreille d'écoute plus attentive en direction d'une société en ébullition, une ouverture relative du champ d'expression et le choix d'un mode de participation un peu plus effectif des citoyens à la prise de décision. Si telle avait été l'option retenue, le choix aurait, certainement, été porté sur une autre personnalité que M. Ahmed Ouyahia. D'autre part, je n'excluais pas, il est vrai, l'hypothèse d'une réponse plus conforme à la logique du système en place. Dans l'esprit du système rentier, c'est la conduite autoritariste des affaires publiques qui est censée être la plus adaptée. Rien d'étonnant, en définitive, que ce soit cette option qui ait prévalu avec le retour de M. Ahmed Ouyahia à la tête du gouvernement.

Ce retour inopiné de M. Ahmed Ouyahia à la tête du gouvernement porte plus l'empreinte du président de la République ou de l'armée et des services de renseignement ?

Je m'en tiens d'abord à l'aspect formel des choses. Avez-vous noté la désinvolture avec laquelle le chef de gouvernement sortant a été remercié et le chef de gouvernement nouveau désigné ? Le président Abdelaziz Bouteflika n'a eu de cesse, depuis qu'il est chef de

l'Etat, de s'atteler à réduire à la portion congrue la fonction de chef du gouvernement. Pourquoi, à la veille d'une révision constitutionnelle presque certaine, changerait-il de position en accordant l'importance que vous supposez à la fonction ? Vous aurez constaté, d'ailleurs, que M. Ahmed Ouyahia a été convoqué pour diriger un gouvernement formé sans qu'il ait été consulté. C'est dire si le président de la République est pressé d'en finir avec un régime qui de son point de vue est trop bicéphale. Je considère, en fait, que M. Abdelaziz Bouteflika vient, tout simplement, d'adapter, sur un plan pratique, sa démarche résolue vers le troisième mandat. C'est dire que le retour aux affaires du nouveau chef du gouvernement procède bien d'une décision souveraine du chef de l'Etat.

Que dire de ce «deal» entre pôles de puissance qui est évoqué ? Dieu combien les microsomes algérois aiment fantasmer ! Cette supposition me paraît relever de la pure spéculation. Il est intéressant, par contre, de s'interroger sur la feuille de route confiée à M. Ahmed Ouyahia. Elle semble reposer sur trois axes d'effort essentiel. Premièrement, M. Ahmed Ouyahia fixé sur des tâches de gestion quotidienne qu'il devra bien prendre à cœur, c'est un candidat potentiel à l'élection présidentielle de 2009 muselé. Deuxièmement, avec M. Ahmed Ouyahia à la tête du gouvernement, il est probable que la révision de la Constitution, par référendum ou par voie parlementaire, sera menée à bon port quel qu'en fût le prix. Troisièmement, avec M. Ahmed Ouyahia chef du gouvernement, c'est, nous le disions peu avant, la garantie d'une conduite plus autoritariste des affaires publiques.

L'armée et les services de renseignement ne seraient-ils pour rien dans le retour en grâce de M. Ahmed Ouyahia...

M. Ahmed Ouyahia, directeur de cabinet à la présidence de la République puis plusieurs fois chef du gouvernement, a, certainement, entretenu des rapports de convenance personnelle prononcés avec certains chefs militaires. Mais la hiérarchie militaire, depuis l'accession de M. Abdelaziz Bouteflika à la présidence de la République, a subi une transformation radicale. Vous feriez bien d'en tenir compte...

Le nouveau chef du gouvernement est attendu sur trois fronts essentiels.



Mohamed Chafik Mesbah.

L'aggravation de la situation sociale et économique, la détérioration de la situation sécuritaire et le recul diplomatique de l'Algérie. M. Ahmed Ouyahia manifesterait-il la maîtrise nécessaire et disposerait-il d'une marge de manœuvre suffisante pour s'attaquer à ces trois fronts ?

Pour ce qui concerne la situation sociale et économique, M. Ahmed Ouyahia, volontiers présenté comme un «homme de poigne», pourrait, en effet, marquer le retour à une conduite plus jacobine des affaires publiques. Pourra-t-il faire taire la cacophonie actuelle entre membres du gouvernement et promouvoir, sans délai, un projet alternatif de développement économique et social véritable ? M. Ahmed Ouyahia dispose d'une marge réduite. 2009, c'est demain. Il ne pourra pas, par ailleurs, exercer de contrôle véritable sur les départements ministériels dont est en charge le premier cercle de l'entourage présidentiel. La marge de manœuvre dont il dispose est, infiniment, réduite.

S'agissant de la situation sécuritaire, sans qu'il soit autorisé à interférer dans la chaîne organique des appareils en charge de la lutte antiterroriste, M. Ahmed Ouyahia pourrait disposer d'une certaine latitude pour redynamiser le Cemis — organe de coordination inter-ministériel de la lutte contre le terrorisme — en vue d'instaurer une harmonie plus efficace entre services de sécurité et de renseignement qui seraient soumis, alors, à une tutelle plus apparente. Une marge de manœuvre réelle mais soumise, néanmoins, à contrôle.

S'agissant du domaine diplomatique, celui-ci relève, expressément, du pouvoir régalien du président de la République, particulièrement jaloux de ses prérogatives en la matière. En dehors des missions

expresses, une interférence intempestive de M. Ahmed Ouyahia sur ce registre constituerait un cas de casus belli.

Nonobstant la feuille de route que vous évoquez, il est prêté à M. Ahmed Ouyahia une ambition présidentielle entretenue par la proximité de pôles de puissance...

Quels pôles de puissance ? Dites, clairement, lesquels. S'il s'agit de l'institution militaire, permettez-moi d'en douter. Les services de renseignement, alors ? Vous voulez emboîter le pas à M. Ali Yahia Abdenour, cet homme à tous égards respectable, qui, candidement, croyait me révéler, il y a peu, que M. Ahmed Ouyahia était un officier d'active au sein des services de renseignement algériens ? Je ne crois pas que M. Ahmed Ouyahia lui-même irait jusqu'à cautionner une telle plaisanterie. C'est sans doute à un scénario à la Poutine que, de bonne foi peut-être, songent ceux qui évoquent cette proximité avec des pôles de puissance. Poutine, c'est cet officier du KGB qui, héritier en quelque sorte de Youri Andropov, le véritable précurseur des réformes dans l'ex-Union soviétique, avait eu pour mission de faire dépasser à la Russie l'état de crise chronique où elle se trouvait sans devoir toucher, pour autant, aux intérêts des pôles de puissance qui l'avaient intronisé. Ne sous-estimez pas la différence de situation qui sépare les deux pays, autant par le contexte international que par la conjoncture interne. Ce scénario exige un requis de conditions qui est loin d'être réuni en Algérie. D'abord, une bienveillance étrangère liée, dans le cas de la Russie, à son poids international et à la pertinence du projet proposé. Ensuite, un socle solide de valeurs morales empruntées à la Russie éternelle, véritable point d'appui du projet Poutine. Le soutien, enfin, d'une communauté du renseignement solidaire avec l'adhésion des autres institutions nationales et de la population, totalement acquises au projet. Nous sommes loin de ce cas de figure.

Résumons-nous. M. Ahmed Ouyahia dispose-t-il d'un potentiel suffisant pour postuler à la magistrature suprême ?

Si je m'abstiens de tout jugement de valeur pour ne point altérer l'analyse, force est de constater, cependant, que chaque fois qu'il a exercé les fonctions de chef du gouvernement, M. Ahmed

Ouyahia loin de pousser, de manière substantielle, à la transformation du système à œuvre, plutôt, à sa consolidation. S'il s'agit d'accéder à la magistrature suprême pour perpétuer le système, M. Ahmed Ouyahia constitue, alors, un candidat potentiel. Pour pouvoir accéder à la magistrature suprême, il faut, néanmoins, être porteur d'un vrai projet national, disposer d'un véritable ancrage social et bénéficier de relais agissants au sein de la société et dans l'Etat. M. Ahmed Ouyahia ne dispose pas, que nous sachions, d'un projet national audacieux, son image au sein de la société est, plutôt, altérée, et, enfin, les appuis dont il pourrait se prévaloir se limitent, quasiment, au RND. Connaissant cette formation de l'intérieur et entretenant des rapports d'amitié avec des figures éminentes en son sein, je constate que la gestion politique de ce parti s'est transformée, progressivement, en une gestion administrative. Nous ne disposons pas de sondages d'opinion fiables ni de résultats incontestables de scrutins pour avancer des conclusions étayées sur le vrai poids électoral du RND. Le RND tire profit, actuellement, d'un état de léthargie chronique du FLN, mais, à la faveur d'une bataille électorale libre et transparente, il est probable qu'il serait largement distancé tant par le FLN que par, le cas échéant, un vrai parti islamiste d'essence plébéienne.

Vous oubliez l'image internationale dont peut jouir M. Ahmed Ouyahia...

Je ne dispose pas d'informations suffisantes pour affirmer que la candidature de M. Ahmed Ouyahia serait, éventuellement, appuyée par des puissances étrangères. Une connaissance relative des mécanismes de prise de décision chez ces puissances étrangères laisse imaginer, cependant, que leur appui à une candidature pour ce type de scrutin est, systématiquement, subordonné à la vraisemblance de cette candidature en termes de pertinence de l'ancrage social et politique dont jouit le candidat dans son pays. Permettez-moi de relever, de ce point de vue, que bien d'autres personnalités nationales, même marginalisées par le système, peuvent se prévaloir d'un ancrage national autrement plus solide.